Anabases

Traditions et réceptions de l'Antiquité

17 | 2013

Varia

Benedict KINGSBURY, Benjamin STRAUMANN (éd.), *The Roman Foundations of the Law of Nations : Alberico Gentili and the Justice of Empire*

Gaëlle Demelemestre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anabases/4270>

DOI : 10.4000/anabases.4270

ISSN : 2256-9421

Éditeur

E.R.A.S.M.E.

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2013

Pagination : 286-287

ISSN : 1774-4296

Référence électronique

Gaëlle Demelemestre, « Benedict KINGSBURY, Benjamin STRAUMANN (éd.), *The Roman Foundations of the Law of Nations : Alberico Gentili and the Justice of Empire* », *Anabases* [En ligne], 17 | 2013, mis en ligne le 01 avril 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/anabases/4270> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anabases.4270>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Anabases

Benedict KINGSBURY, Benjamin STRAUMANN (éd.), *The Roman Foundations of the Law of Nations : Alberico Gentili and the Justice of Empire*

Gaëlle Demelemestre

RÉFÉRENCE

Benedict KINGSBURY, Benjamin STRAUMANN (éd.), *The Roman Foundations of the Law of Nations : Alberico Gentili and the Justice of Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 382 p.
80 euros / ISBN 978-0-19-959987-5.

- 1 L'ouvrage est présenté comme une exposition de la pensée trop peu connue d'Alberico Gentili, juriste italien du XVI^e siècle, dont les multiples facettes sont développées par les différentes contributions.
- 2 La première partie de l'ouvrage est consacrée au rapport entretenu par Gentili avec l'Empire romain. L'un des centres d'intérêt de Gentili, comme il ressort de son *De armis Romanis*, et tel qu'expliqué par C. Ando, a été de mettre à l'épreuve la façon dont les Romains ont justifié leurs guerres en les nommant des guerres justes. Élaborant pour la première fois un code de déclaration et de conduite de la guerre, ils sont toujours parvenus, par le biais des lois féciales, à couvrir l'injustice de leurs pratiques guerrières. Gentili en tirera l'enseignement que le *jus in bello* est plus décisif que le *jus ad bellum*. Un autre aspect de son travail est développé par D. Panizza, rappelant que l'étude sur l'Empire romain ne doit pas éclipser la conjoncture historique dans laquelle Gentili compose cet écrit. On est en effet en pleine expansion de l'Empire espagnol,

colonisant et dépossédant les Indiens d'Amérique, sans qu'aucune des puissances européennes ne soit en mesure d'en contrer les effets. Le *De armis Romanis*, mettant en valeur la puissance civilisatrice de l'Empire romain, vient en contrepoint de cette forme impériale moderne.

- 3 La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la théorie de la guerre telle qu'élaborée par Gentili. P. Schröder montre que, lors de sa théorisation de la guerre, Gentili construit la figure de l'ennemi et de l'étranger. Reprenant l'antagonisme implicite entre l'État souverain et l'idée d'un droit entre nations souveraines, il souligne la façon dont Gentili utilise l'État souverain conceptualisé par Bodin. Car si les États ne faisaient pas régner entre eux un ensemble de normes, aucun ne serait jamais assuré de sa stabilité et de son autonomie. Avant Grotius, Gentili engage une théorisation des relations internationales à partir de l'État souverain, lorsqu'en toile de fond se tient invariablement la donnée première et fondatrice de la société internationale incluant les individus et les États.
- 4 P. Piirimäe met en lumière la position singulière de Gentili lorsqu'il aborde le thème de la guerre. Il est le premier à ne pas adopter un angle moral ou scolastique. Il prend note du fait que, s'il y a en temps de guerre des lois qui doivent être respectées par les nations belliqueuses, il n'est pas possible de considérer que l'un des deux opposants serait en possession du droit et l'autre non. Cela impliquerait en effet que la nation qui est en position d'agresseur ne se trouverait plus dans l'orbite du droit, ce qui est un non-sens. Gentili s'attache alors à desserrer la définition de la guerre. S'il n'y a pas de juge supérieur chargé de faire régner la paix entre les États, alors chaque État, en tant qu'il est l'égal des autres, est la mesure de ce qui le menace. Le théoricien a ainsi à charge de prêter une attention soutenue au *jus in bello*, c'est-à-dire au droit régissant les comportements des protagonistes en cas de guerre.
- 5 La pertinence d'une réflexion sur le droit en vigueur lors de conflits entre États souverains se dessine plus précisément au XVI^e siècle lorsque les États se constituent comme puissance intérieure ; il leur faut aussi assurer leur puissance extérieure et leurs relations les uns avec les autres. L'étude faite par R. Lesaffer montre que, pour discerner l'ordre juridique propre aux situations belliqueuses, Gentili étudiera, dans trois parties distinctes de son *De jure belli*, trois temps de la guerre : le *jus ad bellum*, le *jus in bello* et le *jus post bellum*. Il prépare ainsi le terrain à Grotius considérant la guerre comme un état (*status*) particulier à part entière. Une avancée décisive est opérée dans la précision des conditions de la paix, qui ne doit pas être une simple suspension des hostilités, mais conduire à supprimer les tensions entre les belligérants, en particulier par le biais d'une reprise des activités commerciales entre leurs sujets. La recherche du droit rétablissant l'état de paix soulève la question de la nature des sanctions : la notion morale de punition y tient-elle une place ? A. Blam et B. Kingsbury soulèvent cette question pour creuser la nature des réparations demandées au vaincu au terme d'un conflit armé. Pour Gentili, une punition est requise dans trois cas différents : pour avoir eu recours à la guerre, pour s'être mal conduit en temps de guerre et pour réparer les préjudices occasionnés par une guerre. Dès lors que trois branches spécifiques du droit régulent les situations conflictuelles, le droit de vengeance n'a plus sa place dans les relations internationales.
- 6 La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à la théorie juridique de Gentili relative aux relations entre États. J. Waldron précise en quoi réside l'équivalence faite par Gentili entre la loi de nature et la loi des nations. Elles partagent une même origine,

puisqu'elles sont connues par la raison, et valent comme puissances normatives même sans avoir été publiquement déclarées. Contrairement à la loi positive relevant d'un système juridique particulier, elles sont partagées par tous les hommes et toutes les nations. A. Pagden signale, quant à lui, que les philosophes et les théologiens, d'après Gentili, n'ont pas été capables de mettre au clair la réelle nature du *jus gentium* parce qu'ils en donnaient respectivement une représentation atemporelle ou morale, alors qu'il se dégage progressivement dans le devenir historique des nations.

AUTEURS

GAËLLE DEMELEMESTRE

CNRS / Université Paris-Descartes

gdemelemestre@mail.com